Selon un initié, l’UE s’illusionne sur la guerre avec la Russie | Michael v.d. Schulenburg

Actuellement député au Parlement européen, Michael von der Schulenburg rejoint Pascal pour discuter de l’impasse diplomatique de l’Europe concernant l’Ukraine et la Russie. Fort de son expérience aux Nations unies, il soutient que les dirigeants européens se sont enfermés dans des objectifs de guerre irréalistes, tandis que Washington cherche à se désengager. Ils examinent le rôle de l’OTAN, la fragilité de l’État ukrainien, les divisions au sein de l’Europe et les risques d’escalade. La conversation explore également la neutralité géorgienne et d’autres voies de dialogue, notamment le recours à des personnalités indépendantes expérimentées qui pourraient rétablir la communication et contribuer à créer des possibilités concrètes de désescalade et de paix. Liens de Michael : Site web : https://michael-von-der-schulenburg.com YouTube : https://www.youtube.com /@MichaelvonderSchulenburgMEP Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 L’ absence de pourparlers de paix en Europe 02:24 L’approche de Trump et les objectifs de guerre de l’ Europe 15:01 Au sein du Parlement européen 21:29 Le désengagement américain et le dilemme de l’ Europe face aux négociations 30:37 L’Ukraine, l’OTAN et le risque d’effondrement de l’État 35:06 Les risques d’escalade et les voies de sortie de l’impasse 55:02 La Géorgie et le débat sur la neutralité 59: 17 Ouvrir d’autres canaux de dialogue pour la paix

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd’hui, nous faisons le point avec le formidable Michael von der Schulenburg, député européen du parti BSW et ancien haut responsable des Nations unies pendant de longues années. Il a travaillé dans des zones de conflit partout dans le monde, notamment en Afghanistan, où il se déplaçait à cheval, entre autres. C’ est quelqu’un qui sait vraiment négocier la paix avec toutes sortes d’interlocuteurs. L’absence de pourparlers de paix entre l’Europe et la Russie, voilà ce dont nous allons parler aujourd’hui. Michael, ravi de vous retrouver. Merci beaucoup. Merci.

Ravi de vous recevoir. Il faut vraiment qu’on parle de cette absence de véritable discussion sur la paix. La semaine dernière, le Premier ministre norvégien et le président finlandais ont appelé Vladimir Poutine. Et c’est, en quelque sorte, la première fois depuis de très nombreuses années que des dirigeants européens ont réellement parlé au dirigeant russe. Mais à part ça, il n’y a absolument rien. Et même cette initiative ne semble pas mener bien loin. J’aimerais simplement vous demander :

pourriez-vous retracer pour nous ce qui s'est passé, comment on en est arrivé là ? Je pense qu'il faut qu'on réfléchisse à ce moment précis.

#Michael v.d. Schulenburg

Vous savez, j'ai participé à beaucoup de négociations de paix ou de cessez-le-feu, à toutes sortes de négociations de ce genre, mais jamais à une échelle aussi vaste que celle de cette guerre, qui implique, bien sûr, des superpuissances. Ce n'était pas le cas dans les conflits où je suis intervenu, mais c'est très similaire. J'aimerais vous expliquer pourquoi, selon moi, l'Europe est aujourd'hui aussi isolée. Cela aura un impact considérable sur l'avenir de l'Union européenne, sur l'OTAN, et ainsi de suite. Nous sommes désormais dans le camp des perdants. Nous ne savons pas comment parler aux Russes. Nous n'aurons aucune chance de leur parler. Mais permettez-moi de commencer par le moment où les choses ont vraiment mal tourné pour l'Europe, ou, plus précisément, pour les États européens membres de l'OTAN. Les choses ont mal tourné quand Trump a été élu. Nous savions que Trump, en novembre deux mille vingt-quatre, lorsqu'il est redevenu président, avait dit vouloir mettre fin à cette guerre.

Il avait parlé de vingt-quatre heures, bien sûr. Ce n'est pas réaliste, enfin bon. Mais d'une certaine manière, malgré les hauts et les bas, il a gardé le cap : il veut retirer les États-Unis de la guerre en Ukraine. C'est très clair. Et c'est irréversible. Ce que les Européens auraient dû faire à l'époque, vous savez, fin deux mille vingt-quatre, début deux mille vingt-cinq, c'était se rallier à cette démarche, parce que cette guerre se déroule sur le continent européen. Et s'il y a bien des gens qui devraient avoir intérêt à mettre fin à cette guerre et à parler aux Russes pour y parvenir, ce sont les Européens. Je veux dire, notre économie en dépend, notre sécurité en dépend, et tout le reste. Mais non, les Européens ont adopté une ligne dure. Vous savez, ils se sont même alliés aux néoconservateurs à Washington contre Trump, vous voyez, ces gens-là, et ainsi de suite.

Et, bien sûr, avec Zelensky. Nous nous sommes servis de Zelensky pour torpiller toutes les initiatives de Trump. On peut dire que beaucoup de choses étaient irrationnelles ou n'avaient pas été clairement définies. Mais quoi qu'il en soit, l'objectif de Trump était très clair : sortir de cette guerre. Trump a cessé de financer la guerre. Il ne fournissait plus d'armes. La seule chose que les Américains ont continué à faire, c'était de fournir du renseignement par l'intermédiaire de la CIA. Mais tout le reste, c'était fini. Je pense donc qu'il y a eu un changement énorme. Qu'avons-nous fait ? Je veux dire, qu'ont fait les Européens ? Nous avons posé quatre conditions pour parler aux Russes. Et si l'on prend ces quatre conditions ensemble, cela signifie qu'au fond, nous avons demandé à la Russie de capituler d'abord, et que ce n'est qu'ensuite que nous serions prêts à lui parler.

Nous avons dit que la Russie devrait se retirer de tous les territoires, y compris de la péninsule de Crimée. Elle devrait accepter de verser des réparations. Elle devrait accepter la création d'un tribunal spécial pour juger les criminels de guerre russes, comme ils les appellent. Et quatrièmement, il faudrait offrir à l'Ukraine une perspective d'adhésion à l'OTAN. C'est exiger une capitulation. Mais

cela ne tient pas compte des réalités sur le champ de bataille. Et c'est ce que nous continuons de faire à ce jour. Je pense donc que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où, jusqu'à récemment, nous pensions encore gagner la guerre. Le dernier exemple en date, c'était le vingt-six juillet, lorsque madame von der Leyen s'est rendue à Kiev et a annoncé en grande pompe que la guerre avait désormais pris un tournant et que l'Ukraine avait maintenant l'initiative. Il ne resterait peut-être à la Russie que six mois pour poursuivre la guerre, puis tout s'effondrerait : l'économie s' effondrerait, et ainsi de suite.

Alors, dans ce qu'on appelle notre stratégie — moi, je dirais plutôt que c'était prendre nos désirs pour des réalités —, on s'est dit : bon, l'Europe est beaucoup plus grande, elle a plus d'habitants, une économie plus importante et davantage de technologies. Ensemble, nous avons plus de forces armées que les Russes. Donc, nous allons gagner. Avec le temps, nous allons gagner. Nous allons user la Russie. Nous allons la faire éclater. Il y a même eu une résolution adoptée à la majorité au Parlement européen en deux mille vingt-quatre, qui appelait au démantèlement de la Russie en États distincts. Enfin, nous étions tellement sûrs de gagner que nous avons fait tout ce genre de choses. Et, vous savez, on disait qu'on allait les écraser économiquement avec nos sanctions et utiliser nos armes miracles, comme les drones. Et maintenant, tout a changé.

Rien de tout cela ne s'est produit. Je crois que, tout à coup, nous prenons conscience que nous sommes en train de perdre la guerre. Nous ne le disons pas encore, mais nous en sommes conscients. Et depuis septembre, le discours a changé. Pour la première fois, nous disons que nous cherchons à obtenir un cessez-le-feu. Nous disons que nous voulons un cessez-le-feu sans conditions. Alors, quand quelqu'un me parle d'un « cessez-le-feu sans conditions », je ne peux que rire, parce qu'un cessez-le-feu n'est jamais sans conditions. Il y a toujours des conditions qui s'y rattachent. Pour obtenir un cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak, qui a peut-être fait un million de morts — enfin, une guerre de grande ampleur —, les négociations à l'ONU ont duré trois ans. Au fond, un cessez-le-feu détermine qui a gagné et qui a perdu, ou du moins quel sera le rapport de force ensuite.

Ce n'est pas quelque chose qu'on allume et, tout à coup, on a de la lumière dans sa chambre. Donc, je pense que cela montre à quel point les Européens manquent de professionnalisme. Alors, ce que nous avons fait ensuite avec les Américains, c'est dire que nous allions préparer une proposition commune entre les États-Unis et l'Europe. D'abord, nous avons négocié à Miami. Les Ukrainiens étaient présents, mais ils ont quitté ces négociations avant la fin, parce qu'ils étaient mécontents de l' accord avec Trump. Ils sont donc partis en signe de protestation. Ensuite, toute la discussion s'est déplacée à Oslo. Nous nous sommes réunis à Oslo. Zelensky est venu lui aussi, et nous avons élaboré une proposition. Nous ne savons pas exactement ce qu'elle contient. Et puis, il y a cette chose vraiment triste : pas un seul Européen n'est allé à Moscou. C'est Witkoff, l'Américain, qui a dû la présenter.

Et quand on regarde ces discussions, il y a au moins une chose qui est absolument certaine : je pense que ça s'est terminé en dix minutes, et ils n'en ont pas discuté parce que c'est tout

simplement irréaliste. Et si l'on en croit ce qu'en disait le Financial Times, nous avons dit : « Si vous renoncez à ces deux villes du Donbass, l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN, du moins pour le moment. » Pour le moment… pas un accord. « Mais si vous faites ça, alors nous la prendrons immédiatement. » C'est complètement idiot. Et je me demandais si je devais croire ce genre d' histoires, parce qu'elles n'étaient rapportées que dans le journal. Et je pense que j'y crois, en fait, parce que c'est exactement comme ça que pensent les Européens. C'est exactement comme ça que nous pensons.

#Pascal

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on a lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kilt Symposium se retrouve maintenant sur des T-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez voir ça. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors un grand merci, et à très bientôt.

#Michael v.d. Schulenburg

Pourquoi ?

#Pascal

D'où vient cette confiance en soi complètement folle ? Enfin, les Européens continuent de s'adresser à la Russie et de parler d'elle comme s'ils avaient déjà vaincu les armées russes, et ainsi de suite. Enfin, leur discours ne correspond absolument pas à ce qui se passe réellement sur le champ de bataille, ni à ce qui s'est réellement passé au cours des quatre dernières années et demie. Et s'ils avaient tenu ce discours en deux mille vingt-deux, en mars, en avril ou en mai, je pourrais encore le comprendre, parce qu'on pouvait s'attendre à ce que… Oui, mais après le…

#Michael v.d. Schulenburg

L'offensive de deux mille vingt-trois a échoué, malgré tout le soutien des généraux américains et tout le reste. Enfin, c'était essentiellement une opération organisée par les Occidentaux. Vous savez, on aurait pu se rendre compte que cette guerre ne se terminerait pas par une victoire de l'Occident ou de l'Ukraine. En réalité, la question, c'est de savoir si l'OTAN va gagner ou non. Le seul rôle de l' Ukraine là-dedans, c'est de verser son sang. Personne, dans l'Union européenne ou ailleurs, ne s' intéresse à l'Ukraine. On se retrouve donc aujourd'hui dans une situation qui est exactement à l' opposé de ce qu'on attendait. On pensait que c'était une guerre de drones. Qu'il y aurait des troubles en Russie. Que l'économie s'effondrerait. Que les gens manifesteraient contre Poutine parce qu'ils en avaient assez de la guerre. C'est l'inverse qui s'est produit.

Je pense que nous avons montré aux Russes à quel point il serait dangereux que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN, parce qu'alors, il n'y aurait pas que des drones. Si on tire depuis l'Ukraine vers des cibles loin à l'intérieur de la Russie, la Russie y voit une menace existentielle, qu'on soit d'accord ou non. Leur position, c'est : « Nous ne pouvons pas permettre que l'Ukraine devienne membre de l' OTAN ou que l'OTAN renforce ses capacités militaires avec des roquettes et tout ce genre de choses. C'est trop dangereux pour nous. Nous devons gagner cette guerre. » Et maintenant, ils vont gagner cette guerre. Pour nous, ce genre de choses se présente très différemment. Vous savez, en faisant le calcul que nous allions briser la Russie, nous oublions que l'essentiel, c'est l'Ukraine.

Vous savez, toute cette stratégie repose sur une victoire militaire de l'Ukraine sur la Russie. Ce sont des soldats ukrainiens. Le champ de bataille est en Ukraine. Et aujourd'hui, nous avons une Ukraine qui est clairement en train de devenir un État défaillant. Enfin, si je m'appuie sur la définition d'un État défaillant donnée par l'ONU, je dirais qu'on retrouve beaucoup de ces éléments en Ukraine. Je le dis avec une grande tristesse, une grande tristesse. Vous savez, ces Ukrainiens n'ont pas mérité ça. Le nombre de morts, le déclin démographique, la perte de contrôle sur le pays, le nombre énorme de désertions… Enfin, ce sont tous des signes d'un État défaillant. Et puis, il y a les services de sécurité qui se battent carrément pour le contrôle à Kyiv, même à coups de roquettes.

Et puis il y a Trump, qui dit maintenant que Zelensky doit partir. Enfin, de quelle autorité cet homme se prévaut-il ? Et Zelensky rentre maintenant chez lui, et il ne recevra pas les soixante-dix milliards de dollars. C'est donc un pays sans argent, où tout va mal. Il est vraiment dans un état terrible, terrible. Et nous, en Europe, nous voulons encore poursuivre cette politique. Vous savez, Pascal, cela aura des conséquences pour nous. Je pense que l'avenir de l'OTAN et celui de l'Union européenne sont en jeu ici. C'est cela qui est en jeu. Je ne vois pas comment l'Union européenne peut survivre. Je ne suis pas contre l'Union européenne. Enfin, je ne fais pas partie de ces gens-là. Mais ce que nous faisons en ce moment — von der Leyen et les autres —, c'est incroyable. Enfin, nous sommes tout simplement en train de nous suicider.

#Pascal

Oui. Non, je vois les choses exactement comme vous. Et l'ironie, c'est que peut-être, au bout du compte, vous savez, l'Union européenne finira par éclater à cause de la Russie. Oui. Vous savez, ce que j'ai toujours autant de mal à comprendre, c'est pourquoi tous ces dirigeants de l'Union européenne — et pas seulement les dirigeants, d'ailleurs, mais aussi les parlementaires — sont comme ça. Vous m'avez dit plus d'une fois que vous faites partie des rares personnes, dans tout le Parlement européen, qui sont favorables à des discussions avec la Russie. Et il y a quoi, sept cents personnes ? Et seulement vingt, parfois même seulement dix, votent contre ce genre de choses. Enfin, d'où vient cette conviction qu'ils peuvent y arriver ? Pas seulement qu'ils le veulent, mais qu'ils le peuvent. Parce qu'il semble y avoir une déconnexion de la réalité qui dépasse largement quelques

personnes — vous savez, Ursula, Kaja Kallas, Macron et Merz, n'est-ce pas ? Il ne s'agit pas seulement de ces gens-là. C'est tout le système politique de l'Union européenne qui, à mes yeux, semble absolument déterminé à s'engager dans cette voie.

#Michael v.d. Schulenburg

Là, je n'ai pas de réponse. C'est un déni de réalité. Vous savez, l'autre jour, je suis allé au parking, le soir. Il n'y avait pas grand monde. Une énorme Mercedes était garée juste devant moi. Et une femme en est sortie avec un sac à main sur lequel était écrit SPD, Parti socialiste d'Allemagne. Nous étions tous les deux allemands. Elle a même refusé de me dire bonjour. Enfin, nous avons pris le même ascenseur. Elle a fait comme si je n'étais pas là. Je veux dire, je ne suis pas pour la guerre. Je ne veux tuer personne. Au fond, je défends la Charte des Nations unies, en disant qu'il faut négocier. Et elle, qui est socialiste, ne veut pas me parler. Elle refuse même de me dire bonjour. Voilà l'ambiance au Parlement européen.

Je pense que ça en dit long sur ce Parlement européen. Je pense que le Parlement européen ne sert absolument à rien. Heureusement, enfin, ces décisions n'ont aucune importance. Il vit dans une bulle. C'est un immense ensemble de bâtiments. Il dispose de moyens financiers considérables, et ces députés sont extrêmement bien payés. Si je compare avec les Nations unies, c'est incroyable, tout l'argent qu'on nous donne. C'est très politisé. Vous savez, des gens comme nous n'auraient pas accès aux informations. On nous tiendrait à l'écart. Dans bien des cas, on ne nous laisserait pas prendre la parole. Il y a donc tout ça. Et, vous savez, au bout du compte, par l'attitude que nous adoptons, nous risquons réellement de voir nos communautés anéanties.

#Pascal

Alors, je suis désolé de le dire, mais le Parlement européen et quelques autres institutions de ce genre me font l'effet d'un théâtre politique. Ça sert à donner un semblant de démocratie, alors que les vraies décisions se prennent dans de tout autres enceintes. Et je ne sais pas qui les prend. Qui décide que les vingt-sept pays européens vont suivre telle voie plutôt qu'une autre ?

#Michael v.d. Schulenburg

Mais n'oubliez pas que cette guerre visait à faire de la Russie un petit État, une puissance régionale, vous voyez, à limiter son potentiel, parce qu'elle connaissait une croissance économique énorme, et tout le reste. Nous ne voulions pas que la Russie soit l'une des superpuissances. C'est l'Union européenne qui devait être la superpuissance. C'est toute l'idée qu'a exprimée von der Leyen, notamment auprès des Allemands, vous voyez : l'Union européenne devait s'élargir davantage.

Enfin, ça devrait aller de la mer Noire à l'Atlantique, de la Méditerranée au pôle Nord. Tout cela devrait faire partie de l'Union européenne, et de plus en plus de décisions devraient être prises au niveau central et à la majorité, pour qu'on puisse réellement agir. Et elle s'arroge beaucoup de

compétences qui ne sont pas prévues par le traité. Je pense que ça finira par provoquer sa chute. Mais nous, nous voulions ce super-État. Et quand on voit comment Mme von der Leyen se présente devant le Parlement pour prononcer un discours sur l'état de l'Union… Enfin, von der Leyen est à la tête d'une administration. La Commission est un organe d'exécution. Ce n'est pas un État. Pas du tout. Mais c'est elle qui vient, et pas Costa, par exemple. Elle vient et elle parle comme si elle était la présidente des États-Unis d'Europe.

Des choses incroyables. Et beaucoup d'États ne vont pas apprécier ça. Ils ne diront rien pour éviter tous les problèmes que ça pourrait entraîner. Mais avec tous ces agissements, elle prépare sa propre chute. Et, vous savez, par exemple, quand le Premier ministre canadien était là, elle lui a dit — il n' était probablement même pas au courant — : « Nous voulons faire de vous notre premier membre associé de l'Union européenne. » Enfin, elle n'a aucun droit de faire ça. En plus, le statut de membre associé n'est prévu dans aucun des traités. Il faudrait donc modifier les traités. Mais elle ne s'est jamais adressée aux États membres. Elle s'est adressée au Parlement, où elle sait qu'elle dispose d' une majorité pour l'aider à concrétiser ce projet.

#Pascal

Permettez-moi de vous proposer cette interprétation, Michael : elle n'a pas le droit de faire ça, mais elle en a le pouvoir. Le pouvoir ne repose pas sur des droits. Il repose sur la capacité à faire quelque chose. Elle a la capacité de se présenter devant les caméras, de faire cette annonce et d'y survivre politiquement, même si ça ne se concrétise pas.

#Michael v.d. Schulenburg

Elle a l'ignorance et l'arrogance nécessaires pour faire ça. Mais au bout du compte, elle n'a pas le pouvoir de le faire.

#Pascal

Mais elle est toujours là.

#Michael v.d. Schulenburg

Personne ne cherche à se débarrasser d'elle. Madame Kallas n'a pratiquement plus voix au chapitre en matière de politique étrangère. Je veux dire, elle n'est presque plus invitée. Permettez-moi de dire quelque chose de très important à propos des États-Unis. Vous savez, cela fait trente-quatre ans que je fais ce métier, et j'ai beaucoup eu affaire aux États-Unis. En général, les pays en guerre ne se parlent pas. C'est le grand rôle de l'ONU, vous savez : les amener à se parler. À une exception près : quand ils veulent se retirer. Et c'est exactement ce que nous voulons. Vous savez, si on regarde les différentes guerres des États-Unis — le Vietnam, l'Afghanistan, l'Irak, par exemple —, prenons seulement ces trois-là. Les États-Unis ont commencé à parler aux Nord-Vietnamiens quand ils ont

voulu se retirer. Et ce que nous avons signé à Paris, c'était un accord de paix. Ce n'était pas un accord de paix.

C'était un accord avec le camp adverse qui permettait aux États-Unis de se retirer du conflit sans trop perdre la face. Ce n'était rien d'autre. Et de fait, avec cet accord, les États-Unis avaient offert la victoire au Nord-Vietnam. Voilà ce que c'était. Et en Afghanistan, c'était la même chose. Ils se sont mis d'accord sur un retrait des forces américaines d'Afghanistan. Je connais Khalilzad, qui a négocié cet accord. Je pense qu'il a été très compétent dans ce qu'il a fait à l'époque. Biden a un peu tout fait capoter à la fin. Il n'a même pas prévenu les autres alliés occidentaux. Ils voulaient juste se retirer. Et qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont offert la victoire aux talibans. Quand on regarde l'Irak, ils ont maintenant retiré tous leurs soldats pendant la période où ils étaient en conflit avec l'Iran. Mais vous savez ce qui s'est vraiment passé là-bas ?

L'Irak est aujourd'hui dominé par les forces chiites. C'est exactement ce qu'ils voulaient éviter en l' envahissant. Ils ne voulaient pas que l'Iran ait un allié chiite de l'autre côté de la frontière. Ils ne le voulaient pas à cause de la menace que cela représente pour Israël. Et maintenant, nous nous sommes retirés et nous avons livré le pays à des gens que nous ne voulions pas voir au pouvoir. C' est ce que font les États-Unis. Et je vous le dis, en Ukraine, nous faisons la même chose. Nous négocions. N'oubliez pas que ces négociations ont parfois duré cinq ans. Aujourd'hui, nous négocions avec la Russie et nous continuons à nous retirer. Et au fond, ce que les États-Unis sont en train de faire, à mon avis, du moins dans les faits, c'est offrir la victoire aux Russes en Ukraine. Voilà ce qui va se passer. Et les Européens n'ont pas leur mot à dire dans toute cette affaire.

Permettez-moi de dire quelques mots sur les Européens. L'Europe ne peut pas négocier. La première raison, c'est que les Européens ne pourraient pas se mettre d'accord sur une stratégie de négociation. Faudrait-il se mettre d'accord à vingt-sept, au sein de l'E5 ou de l'E3 ? Ils n'arriveraient jamais à s'entendre là-dessus. Ils ne pourraient donc pas non plus s'accorder sur le choix du négociateur en chef. Et nous ne pourrions pas donner à ce négociateur en chef la marge de manœuvre nécessaire pour négocier la paix, parce que, vous savez, dans des négociations de paix, il faut beaucoup de souplesse. Nous n'arriverions jamais à nous entendre là-dessus. Mais même si nous y parvenions, Pascal, nous nous heurterions au problème suivant : que voulons-nous négocier ? Tous nos journaux commencent encore par parler de « la guerre d'agression non provoquée menée par la Russie ». Et nous sous-entendons par là qu'il s'agit d'une guerre de territoire, que Poutine a lancé cette invasion parce qu'il voulait faire de la Russie une Union soviétique plus grande, et tout le reste.

Mais si nous négocions, nous devons accepter que cette guerre est une question de sécurité, pas de territoire. Et en acceptant que cette guerre est liée à l'élargissement de l'OTAN, autrement dit, nous acceptons aussi d'en porter la responsabilité. Vous savez, quand on dit que la Russie a envahi l' Ukraine parce qu'elle a ces grandes ambitions de s'étendre jusqu'à Berlin ou je ne sais où… Mais si on dit que c'est à cause de l'OTAN, alors, tout à coup, pourquoi est-ce qu'on ne savait pas tout ça avant, bordel ? On va même encore plus loin : la seule solution qui nous restera, et que les

Européens devront eux aussi accepter, c'est la neutralité de l'Ukraine, parce qu'ils vont maintenant négocier en position de perdants. Dans ces négociations, ils sont assis à la table en tant que perdants. Ils devront accepter la neutralité de l'Ukraine. S'ils le font, la question suivante sera : pourquoi n'avons-nous pas accepté cela plus tôt ?

On n'avait pas besoin de cette guerre. C'est ce que les Russes avaient demandé auparavant. C'est ce qu'ils ont fait lors des négociations de paix avec l'Ukraine, en avril deux mille vingt-deux. Donc, tout à coup, on obtiendrait un résultat qu'on aurait pu obtenir avant. Tous ces millions de personnes n' auraient pas eu à être tuées ou mutilées à vie. Toutes ces destructions n'auraient pas été nécessaires. Tout à coup, à l'issue de ces négociations, on en viendrait même à dire que cela justifie en fait l'intervention de la Russie. Que cela la justifie parce qu'ils ont obtenu le résultat qu'ils voulaient auparavant. On se retrouvera donc dans une situation où la responsabilité de la guerre nous sera entièrement imputée. Et ça, nos dirigeants ne pourraient pas l'accepter, mais ils seraient obligés de l'accepter s'ils entamaient des négociations. Pour l'Amérique, c'est très différent.

L'Amérique se retire, tout simplement, et laisse ce genre de négociations aux Européens, parce qu' elle ne veut pas se retrouver dans la même situation. Donc, c'est parfait. Et nous, les Européens… Je n'aime pas employer des mots aussi forts, mais nous sommes tellement stupides, tellement profondément stupides, vous savez, que c'est ce que nous voulons. Nous n'avons aucun leadership en Europe. Aucun leadership. Il n'y a plus d'hommes d'État parmi eux. Vous savez, il y a ce film sur de Gaulle. Je ne l'ai pas encore vu, mais beaucoup de gens vont le voir. En Europe, nous avons cette envie d'un homme d'État. Non pas que j'aie forcément été un admirateur de de Gaulle, mais au moins, c'était un homme d'État. Ce qu'on a maintenant, c'est ce petit Macron. Enfin, sa femme… Comment elle s'appelle ? Brigitte ? Elle ferait une meilleure présidente que lui. Vous savez, c'est incroyable. Enfin, tout ce qu'il raconte.

#Pascal

Mais, vous savez, ce qui est intéressant, c'est qu'une fois de plus, nous en sommes à ce moment de l' histoire européenne où une guerre se déroule sur le sol européen, et où l'enjeu est essentiellement l' interprétation de la réalité. Parce que nous avons deux interprétations de ce qui se joue dans cette guerre, et l'une des deux est sur le point de perdre. Et ceux qui y adhèrent s'accrochent à leur propre interprétation jusque sur leur lit de mort, n'est-ce pas ? Et ça, on l'a vu tellement de fois. Je veux dire, si Hitler avait gagné la Seconde Guerre mondiale, nous nous en souviendrions comme d' une libération du communisme par les vaillantes forces allemandes, n'est-ce pas ? Voilà ce que nous en retiendrions. Ça se reproduit sans cesse. Et la question, c'est de savoir comment capituler, n'est-ce pas ? Comment renoncer à sa prétention à définir la réalité pour que l'autre interprétation puisse s' imposer, et qu'on puisse rétablir un cadre commun, un récit commun sur ce qui se joue là, sur ce que pourrait être l'avenir.

#Michael v.d. Schulenburg

Mais vous savez, en politique, il faut tenir compte de la réalité. Si vous niez la réalité, vous êtes dans le camp des perdants, parce que vous prenez les mauvaises décisions.

#Pascal

Il faut accepter les choses telles qu'elles sont.

#Michael v.d. Schulenburg

Il faut accepter que la Russie a gagné cette guerre. Oui. Et que vous ne pourrez jamais, jamais gagner cette guerre. Et que nous ne pourrons jamais démanteler la Russie comme nous l'avions prévu dans une résolution du Parlement européen. Enfin, je veux dire, le Parlement européen et ce genre de choses. Donc je pense qu'avec toute cette histoire, nous sommes vraiment dans une situation très, très, très difficile. Mais ça n'engage que moi.

#Pascal

Est-ce que je peux vous proposer une autre interprétation, la mienne : si l'Ukraine avait été membre de l'OTAN, cette guerre n'aurait pas été possible ? Et tant que les Américains seront présents en Europe au sein de l'OTAN, une guerre totale avec la Russie ne sera pas possible. Ce que je veux dire, c'est que cette guerre est possible précisément parce que l'Ukraine est un partenaire, mais pas un membre. On peut donc mener une guerre par procuration contre les Russes sans entraîner toute l' OTAN dans le conflit, n'est-ce pas ?

#Michael v.d. Schulenburg

Mais pour la Russie aussi, c'était décisif. Ils devaient le faire à ce moment-là parce que, vous savez, je crois que c'est en novembre que les Américains ont signé un accord de partenariat stratégique, ce qui revenait presque à adhérer à l'OTAN. Je veux dire, ils ne pouvaient pas attendre que l'Ukraine fasse partie de l'OTAN. Ils devaient donc agir avant. Et voilà ce qui va se passer. Je ne pense pas que la Russie occupera un jour tout le pays, ni même Kiev. Mais ils pourraient prendre Odessa, et là, on se retrouve avec le problème d'un État défaillant. Vous savez, j'en ai vu, des États défaillants. J'ai vu comment ça se passe. Soudain, l'autorité de l'État implose, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'autorité. Dans tous ces États, ce sont les milices qui dirigent.

Je veux dire, même en Syrie, ils ont fait d'un des chefs de milice le président. Enfin, c'est un chef de milice. Ce n'est pas un président. Vous savez, en Somalie, je l'ai vu. En Libye, je ne l'ai pas vu. Je n'y étais pas. Mais ce sont toujours des milices, et il y a beaucoup de milices en Ukraine. Et ce sont des milices très peu recommandables, vous savez, nationalistes, appelez-les comme vous voulez. Vous savez, ce serait terrible. Et je me souviens de l'intervention du ministre ukrainien des Affaires sociales, en mai de cette année, je crois. Il disait : « Vous savez, aujourd'hui, notre population représente moins de la moitié de ce qu'elle était auparavant. Ceux qui restent sont soit des retraités,

soit des personnes qui ont été blessées pendant la guerre. » Et il dit : « Vous savez, si cette guerre se termine, encore plus de gens partiront. »

Ça veut dire qu'on aura une nouvelle Ukraine, pratiquement vidée de sa population, mais avec beaucoup d'armes et beaucoup de gens qui veulent gagner de l'argent avec ces armes, parce que c' est la seule chose qu'ils peuvent faire, puisqu'il n'y a pas d'autre industrie. Donc, c'est un problème. Pas tellement pour la Russie, mais pour nous. Ces gens seront dans nos pays, ils viendront ici, ils feront des allers-retours. On ne pourra plus distinguer les véritables réfugiés, ceux qu'on doit aider, des autres, parce que tout est tellement imbriqué. À l'avenir, on aura des problèmes énormes, énormes, énormes avec cette situation, y compris des problèmes financiers. On s'est vraiment mis dans une situation qui nous mène à l'échec, à un échec massif en Europe. Et ce n'est pas tout, Pascal.

N'oubliez pas que, quand on compare l'Europe aux États-Unis, à la Chine ou à la Russie, la plupart des guerres dans le monde se déroulent à nos portes. Et toutes ces guerres sont perdues par des gens dont nous nous sentons en fait plus proches, comme Israël, vous savez, au Moyen-Orient ou ailleurs. C'est effrayant. Maintenant, il y a cette guerre au Soudan, avec des massacres énormes. Il y a toutes ces guerres en Afrique. Et très bientôt, l'Afrique aura une population dix fois supérieure à celle de l'Union européenne. À lui seul, le Nigeria aura une population plus importante que celle de l' Union européenne. Cela créerait des pressions démographiques énormes, et nous n'avons aucune réponse à tout cela, absolument aucune, à part Kallas, qui critique sans cesse les autres parce qu'ils ont passé un coup de téléphone et dit ce qu'il ne fallait pas. Elle est tout simplement obsédée par ce genre de choses, mais l'obsession ne fait pas une politique.

#Pascal

L'obsession, ce n'est pas une façon de diriger quoi que ce soit. Mais selon vous, quelle est la véritable motivation ? Je veux dire, d'accord, d'un côté, on veut éviter de reconnaître qu'on s'est trompé. Oui, bien sûr. Mais de l'autre, il me semble que les tambours de guerre en Europe ne se font pas plus discrets, n'est-ce pas ? Au contraire, ils résonnent de plus en plus fort. Et je suis presque certain qu'il y a des gens qui seraient prêts à étendre la guerre au territoire européen. Enfin, écoutez la façon dont ils parlent au Parlement européen.

#Michael v.d. Schulenburg

Enfin, ce qu'ils proposent, au fond, c'est d'en faire une guerre européenne. Vraiment, c'était d'une telle agressivité. J'y ai fait une intervention d'une minute. Les autres étaient si agressifs, y compris à gauche, que je me suis dit que je ferais peut-être mieux de ne pas prendre la parole. Enfin, j'ai vraiment eu peur. Et ça, au Parlement. On a donc là un groupe de personnes qui n'ont jamais vu la guerre. Moi, au moins, j'ai vu la guerre. Je sais ce que c'est. On n'aime pas ça, et pourtant, on fait la guerre. Et là aussi, on perd le sens des réalités. L'Europe ne peut pas se battre contre la Russie. Nous n'en avons pas les moyens. Et vous savez, la chance qu'on a, c'est que Trump n'est pas de

notre côté sur ce coup-là. C'est une chance. Quoi qu'on pense de Trump, sur ce point, je lui suis reconnaissant de ne pas être de notre côté.

Et tout ce qu'on peut faire, c'est provoquer. On peut provoquer à propos de Kaliningrad. On peut provoquer en mer Baltique, en mer Noire, peu importe. On peut lancer toutes sortes d'accusations de guerre hybride et de choses comme ça, qu'elles soient vraies ou non. Mais on ne peut pas faire plus que ça, en réalité. Vous savez, on est au bout de ce qu'on peut faire, mais ça ne veut pas dire que ça ne pourrait pas dégénérer en guerre, parce qu'on est assez bêtes pour en arriver là. Enfin, on vient d'avoir des manœuvres de la coalition des volontaires en Pologne. En Pologne ! Ils n'ont donc pas regardé la guerre dans le Golfe — je veux dire, la guerre actuelle avec l'Iran, où il a suffi de dix jours pour mettre hors service toutes les bases militaires des États-Unis parce qu'elles étaient à portée de ces frappes ? Enfin, vous ne vous rendez pas compte que ça va se produire là-bas aussi ?

#Pascal

Mais ça veut dire qu'on se retrouve dans une situation où des gens qui ne connaissent pas la guerre et qui sont très idéologues sont en position de prendre des décisions, et peut-être d'entraîner tous les autres dans des guerres qu'ils devront ensuite mener. Tout comme les Ukrainiens ont dû se battre pendant que les Européens pouvaient rester tranquillement en retrait, se griser de grands discours et se prendre pour Winston Churchill, alors que Churchill lui-même était un putain de monstre. Mais ils voulaient bel et bien se prendre pour lui. Ce type a tué des millions de personnes.

#Michael v.d. Schulenburg

Mais ces gens-là, vous savez, Macron, c'est un petit écolier. Je veux dire, il est probablement resté comme il était à l'école, vous savez, le bon élève.

#Pascal

Enfin, moi, je ne peux pas le prendre au sérieux quand je l'entends parler. Mais l'Europe est vraiment coincée. Je veux dire, l'Europe, à elle seule, vu la manière dont la politique fonctionne sur le continent, ne peut pas se sortir de cette situation, parce que le mieux qu'on puisse espérer, c'est de ne pas entrer en guerre contre la Russie.

#Michael v.d. Schulenburg

Non, cette Union européenne a ces prétendues politiques communes, qui, en réalité, n'en sont pas. C' est comme si nous nous étions passé une corde autour du cou. Nous ne pouvons plus bouger. Au moindre mouvement, nous risquons de tomber et de nous pendre. C'est une situation terrible, vraiment terrible. Pour le moment, nos gouvernements sont incapables de trouver une solution, et c' est très dangereux. Il ne faut pas oublier non plus que l'insécurité ne vient pas seulement de l' extérieur, avec toutes ces guerres, en particulier celle qui se déroule sur le continent européen.

Désormais, les problèmes de sécurité intérieure se multiplient aussi. Vous savez, nous avons des partis de droite qui remportent maintenant les élections.

Enfin, ce n'est pas en Russie qu'on assiste aujourd'hui à des affrontements de rue. C'est en Europe, et ce n'est que le début. À mon avis, il y en aura d'autres. Nous avons donc beaucoup d'insécurité chez nous, et nous n'avons aucun moyen d'y répondre. Personne ne dit : « Nous devons changer de politique. Nous devons faire quelque chose. Nous devons d'abord ramener la paix en Europe pour pouvoir régler tous les autres problèmes. » Et si nous voulons la paix en Europe, nous devons parler aux Russes. Mais nous n'y arrivons pas. Witkoff y est allé seul. Personne ne l'a accompagné. Et il y a eu les appels téléphoniques de Stubb et de Støre, et je pense que c'était exactement ce qu'il fallait faire.

Absolument. Enfin, ils leur tombent tous dessus, ils les critiquent, ce genre de choses. Mais vous savez, jusqu'à quel point peut-on se tromper dans ces choix politiques ? Et n'oubliez pas que ce sont des choix dont dépend notre survie. On parle ici d'une guerre qui pourrait dégénérer en conflit nucléaire. Ce n'est donc pas une petite question, comme de savoir s'il faut autoriser ou interdire le diesel. Bien sûr, c'est aussi une question importante. Mais là, on parle de guerre, dans un monde où l'on dispose de missiles extrêmement rapides et d'une profusion d'armes nucléaires qui pourraient tous nous anéantir. Enfin, il faut prendre ça au sérieux.

#Pascal

Non, on devrait. Mais vous savez quoi ? S'ils sont si en colère contre Stubb et le Premier ministre norvégien, c'est parce que c'est justement une porte de sortie, non ? Je ne pense pas qu'on puisse régler ça au niveau de l'Union européenne. Mais si un seul des États membres se mettait à discuter individuellement avec les Russes, eh bien, on pourrait contourner tout le dispositif, parce que, sur le papier, les États membres restent souverains, non ? Même si l'Union européenne prend en quelque sorte le dessus en matière de réglementation. Donc, pour sortir de cette situation, il faudrait probablement donner davantage de pouvoir aux responsables politiques sur le terrain ou aux États membres. La politique étrangère et la politique de sécurité relèvent clairement des compétences nationales.

#Michael v.d. Schulenburg

Ce qu'on a dans l'Union européenne, c'est uniquement de la coordination. Et c'est aussi pour ça, vous savez, que Kallas et von der Leyen ne peuvent plus vraiment faire entendre leur voix ni jouer un rôle en politique étrangère. Mais je pense que les autres non plus. Vous imaginez l'Allemagne prendre aujourd'hui l'initiative de discuter avec les Russes ? Je veux dire, les Britanniques seraient furieux, parce que, pour le Royaume-Uni, tout rapprochement entre l'Allemagne et la Russie constitue une menace, parce que c'est une île dans l'Atlantique. C'est leur politique depuis la guerre de Crimée, et ça l'est encore aujourd'hui. Parce que, vous voyez, ce qui est intéressant, c'est que l'Allemagne serait probablement le pays qui aurait le plus à gagner à discuter avec les Russes, pas la

France ni le Royaume-Uni. Mais nous ne pouvons pas le faire. Au bout du compte, Jeff, s'il n'y a pas de guerre, les intérêts nationaux l'emporteront.

Ils finiront toujours par l'emporter. Les idéologies qu'on a aujourd'hui ne l'emporteront pas. Ça viendra. Et vous savez, le succès de l'AfD tient en grande partie à sa politique en faveur de la paix. Je veux dire, le fait qu'ils soient à quarante pour cent, et ce genre de choses, c'est aussi parce qu'ils disent : « Plus d'armes pour l'Ukraine. Il faut négocier. Il faut acheter notre pétrole à la Russie », et tout ce qui va avec. Ils disent tout ça, et c'est assez populaire. Donc, en Allemagne, nous avons probablement l'un des gouvernements les plus agressifs avec Merz, mais nous avons aussi probablement la politique en faveur de la paix la plus forte. Et la prochaine fois, nous vous parlerons de ce que nous voulons faire avec ça.

#Pascal

C'est très intéressant.

#Michael v.d. Schulenburg

Et ça a quelque chose à voir avec notre expérience de la division entre l'Est et l'Ouest, et ce genre de choses. C'est vraiment très, très intéressant. Et il y a de l'espoir dans tout ça. Mais ça ferait, bien sûr, éclater l'Union européenne.

#Pascal

Oui, mais si c'est nécessaire pour maintenir la paix, alors c'est exactement ce qu'on devrait faire, sans hésiter. Parce que, pour moi, la question est de savoir s'il y a un moyen de faire advenir la paix malgré ceux qui sont aux commandes de l'Union européenne, et contre leur volonté. Alors, que peut-on faire aux échelons inférieurs — et cela peut inclure la société civile — pour favoriser cette paix inévitable entre la Russie et l'Europe, n'est-ce pas ? Comment faire pour que ces gens au sommet, Kaja Kallas, von der Leyen et les autres, puissent courir dans tous les sens, hurler, crier, vociférer, sans que cela change quoi que ce soit au fait que nous avançons vers la paix ? Donc, pour changer le cap du navire…

#Michael v.d. Schulenburg

Absolument. Je n'en ai aucune idée. Permettez-moi juste d'ajouter une chose. Vous savez, dans tous les articles que j'écris, je ne critique jamais les Ukrainiens, pas même Zelensky, parce que je pense qu'ils sont des victimes. Ils sont victimes de notre volonté de morceler la Russie, de l'affaiblir pour que nous soyons forts. Et nous instrumentalisons les Ukrainiens à cette fin, au prix de beaucoup de sang versé et de choses de ce genre. Nous devons aussi négocier avec la Russie, lui dire que veiller à ce que l'Ukraine survive en tant qu'État souverain et fonctionnel relève de notre responsabilité commune, celle de la Russie et de l'Allemagne. Or, vous présentez cela comme contradictoire. Nous

devons parvenir à cette entente, parce que nous ne pouvons pas laisser un pays aussi vaste, en Europe, sombrer et devenir un État failli. Ce serait une catastrophe, d'abord pour les Ukrainiens, mais aussi pour nous.

#Pascal

Un collègue qui était d'ailleurs avec nous à Tbilissi il y a quelque temps, Nikolai Petro, avait fait une prédiction. Il disait que le tournant, en Ukraine, se produirait lorsque les ultranationalistes — et je ne vais pas employer l'autre mot qu'on peut utiliser pour les qualifier — commenceraient à comprendre que c'est la survie même de l'État ukrainien qui est désormais en jeu. Lorsque la menace qui pèse sur l'Ukraine sera si grande que le pays lui-même risquera de disparaître, d'être rayé de la carte, c' est à ce moment-là que ces gens changeront vraiment de position et diront : « Peut-être qu'il faut négocier avec la Russie. » Et ce sera peut-être le moment où l'on pourra aider la victime à échapper à une destruction totale. Comment voyez-vous les choses ?

#Michael v.d. Schulenburg

Oui, quand on regarde les dernières élections auxquelles le parti Svoboda, qui les représentait en quelque sorte, a participé, il a obtenu huit pour cent des voix. Les Ukrainiens ne sont pas fascistes. Ils ne sont pas nationalistes.

#Pascal

Non, ils ne le sont pas. Mais le problème, c'est qu'ils ont le monopole de la violence. Ils ont les armes, et ils tueront quiconque essaiera de...

#Michael v.d. Schulenburg

On ne les envoie pas sur la ligne de front. Ils y échoueraient lamentablement. Et c'est aussi une façon de les affaiblir. C'est un énorme problème. Un problème que nous avons malheureusement contribué à créer. Nous avons contribué à financer ces brigades Azov. Nous avons contribué à les armer en les couvrant, en disant qu'elles faisaient partie de l'armée, et ainsi de suite. Et nous devons aussi contribuer à résoudre ce problème. Nous devons dire : non, nous ne voulons pas qu'on rende des hommages particuliers à tous ces dirigeants de l'époque fasciste, ni rien de ce genre. Nous ne sommes pas solidaires d'eux. Enfin, il y a un problème auquel nous devons nous attaquer. Sur ce point, Poutine a raison. Nous devons, nous aussi, nous attaquer à ce problème.

#Pascal

Oui, non, c'est vrai, c'est vrai. Pour moi, la question, c'est simplement de savoir comment débloquer le processus, vous voyez ? Parce qu'en ce moment, les Européens sont vraiment, vraiment très forts pour bloquer toutes les voies possibles. Chaque fois que Trump essaie concrètement de faire

quelque chose, ils s'allient immédiatement aux faucons américains et lui mettent des bâtons dans les roues à tous les niveaux. En plus, ce qui complique encore les choses, c'est que nous savons maintenant, bien sûr, que toute cette guerre, du côté de l'OTAN ou des États-Unis, est pilotée par la CIA. C'est pour ça que monsieur Ratcliffe est à Moscou. Enfin, la CIA joue un jeu tellement sale dans toute cette affaire. Et, dans les faits, la CIA échappe au contrôle du pouvoir exécutif américain.

#Michael v.d. Schulenburg

Non, vous savez, voyez-vous, la CIA travaille depuis deux mille quatre à faire entrer l'Ukraine dans la sphère occidentale. Je veux dire, il y a là-bas des gens qui ont consacré toute leur carrière à ça. C' est très difficile pour eux d'y renoncer. Mais je pense qu'au bout du compte, leur intérêt national entrera aussi en jeu. Et il y a un élément qui pourrait avoir une influence là-dessus : la récente rencontre à Montréal entre l'Union européenne et les Canadiens, où la question s'est posée de savoir s'il fallait faire front commun — j'emploierais les mots « faire bloc contre » — avec Carney, qui veut que ces puissances moyennes deviennent une superpuissance. Vous savez, c'est clairement dirigé contre les États-Unis. Je peux le comprendre, parce que les États-Unis veulent absorber le Canada. Je le comprends, mais est-ce dans l'intérêt de l'Union européenne de faire bloc avec lui sur une telle question ?

Je vous le dis, on en parle peu, mais le fait que les Européens débarquent soudain à leur porte et fassent quelque chose qui va à l'encontre des intérêts américains aura une influence énorme, tant sur les démocrates que sur les républicains. Et c'est typique de l'échec de l'alliance. Je veux dire, ça n'arrivera pas — il n'y a aucun membre de l'ASEAN — mais enfin, tout est là. Et je pense que cela aura un impact là-dessus. Vous savez, les Européens deviennent un problème pour les Américains. Que ce soit justifié ou non, c'est une autre question, mais ça devient un problème. Je pense que le fossé entre nous est désormais si profond qu'il ne sera pas comblé, même sous la prochaine administration. En fait, c'est ce qu'on espère toujours : il faut tenir pendant les années Trump, et ensuite tout reviendra à la normale, ou à ce que nous considérons comme normal. Ça n'arrivera pas.

#Pascal

Bien sûr que non.

#Michael v.d. Schulenburg

Et Biden… Écoutez, Biden était responsable de cette guerre. Non, non, non. Il se met en position de dire que le référendum a été truqué par les Russes. Entre-temps, il l'avait remis sur la table, non ? Et il veut devenir membre de l'Union européenne. Le Royaume-Uni ne deviendra pas membre de l' Union européenne parce que beaucoup d'autres États n'en veulent plus. Et il y aura beaucoup de problèmes internes. Il s'est donc lui-même voué à l'échec. Mais dire cela, c'est aussi admettre que la relation privilégiée entre la Grande-Bretagne et les États-Unis est terminée. C'est terminé. Le Royaume-Uni n'a plus de relation privilégiée.

Et c'est un petit État qui n'a ni marine ni armée, et qui prétend donner dix milliards de dollars à l' Ukraine, de l'argent qu'il n'a pas puisqu'il est dans une situation financière catastrophique. Je pense donc que c'est un pas de plus vers l'éclatement du Royaume-Uni. Il y a eu récemment, au pays de Galles, une réunion entre les Premiers ministres d'Écosse, du pays de Galles et d'Irlande du Nord. Et vous savez sur quoi ils se sont mis d'accord ? Tous les trois ont convenu que leur objectif ultime était de quitter le Royaume-Uni. Il ne faut pas l'oublier. Il ne faut pas l'oublier. L'Angleterre trébuche sur sa propre arrogance, persuadée qu'elle peut encore jouer un rôle sur la scène politique internationale. Et sur cette affaire, le Royaume-Uni pourrait bien éclater.

#Pascal

Donc, on envisage un scénario dans lequel l'Union européenne pourrait éclater, le Royaume-Uni pourrait éclater, et tout cela dans le sillage de la tentative de démantèlement de la Russie. Enfin, vous savez, l'histoire écrit souvent elle-même ce genre d'ironies. Ce n'en serait qu'une de plus. Mais, vous savez, Pascal, la question n'est presque plus de savoir ce qui va se passer.

#Michael v.d. Schulenburg

Tout cela est en train de se produire. Tout cela se produit déjà. Ce n'est pas quelque chose qui pourrait arriver à l'avenir. Ça se passe maintenant. Ça se passe maintenant. Vous savez, j'ai quatre enfants et cinq petits-enfants. En français, on dit « petits-enfants ». Vous voyez, je pense en français. Et j'en aurai probablement quatre de plus très bientôt. Enfin, je m'inquiète pour l'avenir. Nous vivons en Europe. Je suis Européen. Je suis Allemand. Je ne dis pas le contraire. Je ne cherche pas à défendre la position de la Russie. Ce que je cherche à défendre, c'est l'idée que nous devrions accepter la réalité et mener une politique qui nous garantisse un avenir et qui offre des perspectives à l'Europe dans un monde multipolaire, où nous ne sommes plus les acteurs majeurs, mais où nous pouvons encore jouer un rôle important.

#Pascal

Encore une question. Je repars demain pour Tbilissi, en Géorgie, parce qu'il y a une fête là-bas en ce moment.

#Michael v.d. Schulenburg

Je vais leur dire. Pardon ? Il y a une rue qui porte le nom de ma famille, la rue Schulenburg, à Tbilissi.

#Pascal

Je ne sais même pas. Je ne sais même pas. Je vais me renseigner. Mais la question, c'est qu'ils ont maintenant un parti de la neutralité. Ce parti rassemble aujourd'hui des soutiens en Géorgie pour

obtenir des sièges au Parlement. Et tout ce qu'ils veulent, c'est déclarer la neutralité de la Géorgie et, en quelque sorte, modifier l'article de leur Constitution sur l'adhésion à l'OTAN. Voilà ce qu'ils veulent faire. Et ma question est la suivante : si la Russie commence à dire que c'est une bonne idée, que la neutralité de la Géorgie pourrait, au fond, servir de modèle à la neutralité de l'Ukraine, est-ce une voie à suivre ou non ? Non. Non.

#Michael v.d. Schulenburg

Moi, je me garderais bien de m'en mêler. Je pense qu'essayer de promouvoir une telle chose maintenant, c'est prématuré. Je veux dire, vous avez là-bas, en Géorgie, un gouvernement qui dit : notre relation avec la Russie est si importante que nous ne pouvons pas suivre à la fois les politiques de l'Union européenne et celles des Russes. Vous savez, quand nous avons pris l'avion de là-bas pour Moscou, les avions étaient bondés. Et il y a, je crois, cinq avions par jour qui font l'aller-retour. Je veux dire, les liens de longue date sont toujours là. C'est comme ça.

Alors, je dirais que, comme c'est un petit État, je ne porterais pas cette question sur le terrain politique, ce qui le rendrait plus vulnérable. Vous savez, quand on dit : « Oh, la Russie veut en prendre le contrôle », je pense que le mieux, c'est de laisser les choses en l'état. C'est une situation de fait. Ce pays ne va pas devenir membre de l'Union européenne. Il ne va pas devenir membre de l' OTAN. Et c'est une bonne chose. Et je pense qu'on devrait simplement en rester là. Avec ce genre de choses, on compliquerait la vie du Premier ministre actuel. Donc, je ne participerais pas à ces démarches autour de la neutralité. Je suis désolé.

#Pascal

Ce n'est pas grave. Ce n'est pas grave. C'est pour ça que je le suis.

#Michael v.d. Schulenburg

Je suis tout à fait pour la neutralité. Ne l'oubliez pas. Je dis simplement que ce n'est pas politiquement opportun pour le moment.

#Pascal

Non, je comprends. Mais c'est pour ça que c'est bien qu'on ait des rôles différents, non ? Chacun prend des initiatives différentes, et on voit jusqu'où elles peuvent mener. Mais je reviendrai vers vous, c'est certain, pour vous demander votre avis sur la façon de faire avancer les choses.

#Michael v.d. Schulenburg

Peut-être que beaucoup d'entre vous y vont. Mon cœur est en Géorgie, parce que mon arrière-grand-mère vient de Géorgie. C'est pour ça que j'ai le teint un peu plus rouge ici. Oui, oui, oui. Nous avons

des liens avec ce pays. Et comme je l'ai dit, il faut se rappeler que l'un des premiers ambassadeurs en Géorgie après l'indépendance était un Schoenberg, et c'est pour ça qu'une rue y porte ce nom.

#Pascal

Eh bien, vous savez, vous partez tous dans tous les sens. La question, c'est : comment préserver la paix ? Parce que les liens existent. Ce ne sont pas les liens, le problème. Mais, vous savez, pour faire la paix, les liens sont très importants.

#Michael v.d. Schulenburg

La paix se fait, en fin de compte, entre les États et, au bout du compte, entre les peuples.

#Pascal

Oui. C'est une très belle façon de conclure cette discussion, en fait. Y a-t-il encore quelque chose que vous aimeriez partager, ou est-ce qu'on en reste là ?

#Michael v.d. Schulenburg

Je veux simplement dire que nous discutons avec la Russie pour voir comment nous pourrions ouvrir la voie à des pourparlers. Et la prochaine fois, j'espère que vous m'inviterez à nouveau, et que nous pourrons en parler, parce que ce serait très important. Et ce ne peut pas être le gouvernement. Le gouvernement ne peut pas le faire, même s'il le voulait. Il faut donc trouver une autre voie. Et j'ai bien sûr beaucoup d'expérience au sein de l'ONU, parce que lorsqu'on se rend dans un pays en guerre au nom de l'ONU, il y a deux choses à faire. C'est très simple, en fait. Tout d'abord, il faut essayer d'amener les deux camps à se parler. Ensuite, il faut organiser les pourparlers de manière à ce qu'ils aboutissent à un résultat positif. Ce n'est pas garanti, vous savez. Les pourparlers pourraient même aggraver les choses.

Mais en réalité, c'est très difficile. Et vous verrez, j'ai écrit sur ces questions, et c'est ce que nous essayons de faire. Il y a deux façons de procéder. La première, c'est de faire appel à un intermédiaire, à un négociateur qui fasse le lien. Ce ne sera pas possible ici, parce que quatre des cinq membres permanents sont impliqués dans cette guerre. Ils ne le permettront pas. Mais il y a ceux qu'on appelle les « sages », vous savez, des gens qui jouissent d'une certaine autorité dans les deux pays et qui commencent à dialoguer entre eux, sans agressivité, sans accuser aucun des gouvernements, mais simplement en disant, vous savez : « Nous proposons de prendre certaines mesures pour aller vers une désescalade », et cetera, et cetera. Et je pense que c'est désormais très, très important. Alors, la prochaine fois, nous pourrons peut-être parler de ce genre de démarche.

#Pascal

Non, nous pouvons le faire et nous le ferons. C’est certain, parce que nous en sommes au point où nous devons tous chercher des moyens de contourner les gros bonnets de Bruxelles, de trouver comment passer outre. Parce que, vous savez, s’il y a une chose que j’ai apprise dans l’informatique, où j’ai travaillé pendant quelques années, c’est que lorsqu’il y a un bug dans un système, il y a toujours deux façons de régler le problème. La première, c’est de corriger le bug. Il disparaît, et la voie est libre. L’autre, c’est de trouver une solution de contournement. On laisse le bug là où il est, mais on s’y prend autrement pour arriver au résultat souhaité. C’est de ça que je parle : contourner l’ obstacle. Alors, contournons-le. Michael von der Schulenburg, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd’hui.

#Michael v.d. Schulenburg

D’accord, merci. Au revoir.